

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1905091

M. François PALIX

Mme de Lacoste Lareymondie
Rapporteur

Mme Reniez
Rapporteur public

Audience du 22 septembre 2020
Lecture du 6 octobre 2020

68-01-01-01-03

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Lyon

(1^{ère} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 29 juin 2019, et des mémoires enregistrés le 12 novembre 2019, le 9 décembre 2019, le 9 janvier 2020, le 31 janvier 2020, le 21 février 2020 et le 13 mars 2020, M. François Palix, demande au tribunal d'annuler la délibération du 13 février 2019 par laquelle le conseil municipal de la commune de Trévoux a approuvé le plan local d'urbanisme, subsidiairement d'annuler ladite délibération en tant qu'elle n'intègre pas l'ensemble des parcelles AK 478 et AK 479 dans le périmètre de l'espace vert à préserver.

M. Palix soutient, dans le dernier état de ses écritures, que :

- la délibération méconnaît l'article L. 411-1 du code de l'environnement, dès lors qu'elle est susceptible d'entraîner la destruction d'espèces protégées, sans que la commune ne justifie d'aucun intérêt public majeur, ni même d'aucune autre solution alternative lui permettant de déroger à ces dispositions ;
- la délibération a été approuvée à l'issue d'une procédure irrégulière :
 - * d'une part, les conditions pour que les réserves émises par le commissaire-enquêteur à propos de la protection des espèces protégées soient levées, ne sont pas remplies ; la délibération n'est, en outre, pas motivée sur ce point ;
 - * d'autre part, le plan local d'urbanisme n'a pas été précédé d'une évaluation environnementale concernant les espèces protégées de tritons en cause ;
 - * les déclarations faites par la commune à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont erronées et insuffisantes, et révèlent une dissimulation de la part de la commune de nature à vicier l'avis de l'autorité environnementale ;

- la délimitation de l'espace vert à préserver sur la parcelle AK 478 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation, car elle ne permet pas la protection effective des espèces pour lesquelles il a été institué ;
- elle ne tient pas compte du plan de prévention du risque inondation ;
- la délibération est entachée de détournement de pouvoir, la commune se trouvant en situation de conflit d'intérêts ;
- elle méconnaît le schéma de cohérence territoriale, et notamment l'exigence de préservation des trames vertes et bleues et des espaces verts ; en outre, le classement en zone agricole de zones initialement destinées à une zone commerciale (ZACOM des Planches) est également contraire aux orientations économiques du schéma de cohérence territoriale.

Par des mémoires en défense enregistrés le 21 octobre 2019, le 10 janvier 2020, le 20 février 2020 et le 17 juillet 2020, la commune de Trévoux, représentée par Me Cortes, conclut au rejet de la requête et demande que soit mise à la charge de M. Palix la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La commune de Trévoux soutient que :

- le moyen tiré de l'irrégularité de la procédure au motif que la commune n'aurait pas suivi l'avis du commissaire-enquêteur, est inopérant ;
- le schéma de cohérence territoriale n'ayant toujours pas été approuvé, le moyen tiré de ce que le plan local d'urbanisme serait en contradiction avec ses orientations est inopérant ;
- les autres moyens de la requête ne sont pas fondés.

Par un courrier du 15 septembre 2020, les parties ont été informées en application de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme que le tribunal est susceptible de retenir le moyen tiré de l'erreur manifeste d'appréciation affectant la délimitation de l'espace végétalisé à protéger au niveau de la parcelle AK 478, de juger que cette illégalité est susceptible d'être régularisée et, en conséquence, de surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai qu'il aura fixé pour cette régularisation.

En application de l'article R. 611-11-1 du code de justice administrative, la clôture de l'instruction a été fixée au 24 juillet 2020 par une ordonnance datée du même jour.

Un mémoire complémentaire présenté par M. Palix a été enregistré le 19 juillet 2020 mais n'a pas été communiqué en application du dernier alinéa de l'article R. 611-1 du code de justice administrative.

Un autre mémoire présenté par M. Palix a été enregistré le 30 août 2020 mais n'a pas été communiqué en application de l'article R. 613-3 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme de Lacoste Lareymondie,
- les conclusions de Mme Reniez, rapporteur public,
- et les observations de M. Palix, et de Me Cortes représentant la commune de Trévoux.

Des notes en délibéré présentées par M. Palix ont été enregistrées les 28 et 30 septembre 2020, et le 4 octobre 2020.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions à fin d'annulation :

1. Aux termes de l'article L. 151-9 du code de l'urbanisme : « *Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser (...)* ». Aux termes de l'article L. 151-23 du même code : « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.* »

2. Il ressort des pièces du dossier que les parcelles cadastrées AK 478 et AK 479 de la commune de Trévoux, actuellement à l'état naturel, ont été classées en zone U du plan local d'urbanisme approuvé le 13 février 2019. Par ailleurs, pour tenir compte de la présence des deux individus et de nombreuses larves de triton palmé et triton alpestre, qui figurent au nombre des espèces d'amphibiens protégés en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 2007 susvisé, le règlement du plan local d'urbanisme a délimité un « espace végétalisé à protéger » autour d'une mare située sur la parcelle AK 478.

3. Toutefois, d'une part, il résulte de deux études réalisées à la demande de la commune en 2016 et 2019 que les tritons, s'ils utilisent des plans d'eau tels que des mares pour se reproduire, ont besoin d'espaces naturels non cultivés pour hiverner. Il ressort également de la documentation produite par le requérant que le triton est amené à se déplacer dans un rayon d'environ 100 mètres autour de son lieu de vie, et qu'il est nécessaire de préserver les haies et autres espaces végétalisés en périphérie des plans d'eau, et de limiter ainsi l'artificialisation des sols. D'autre part, l'avis du commissaire-enquêteur sur le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Trévoux, s'il est favorable, préconise d'instaurer un « espace végétalisé à protéger » sur l'intégralité de la parcelle 478 et sur la pointe sud de la parcelle 479, afin de préserver les espèces de triton présentes sur la zone.

4. Il ressort du plan de zonage que la délimitation de l'« espace végétalisé à protéger » autour de la mare, si elle intègre effectivement la partie sud de la parcelle 479, est très restreinte par ailleurs, et se contente d'un rayon d'à peine 9 mètres à partir de la mare. Dans ces conditions, M. Palix est fondé à soutenir que son périmètre est entaché d'erreur manifeste d'appréciation, seulement en ce qu'il n'inclut pas l'intégralité de la parcelle 478.

5. Pour l'application de l'article L. 600-4-1 du code de l'urbanisme, aucun des autres moyens invoqués n'est susceptible, en l'état du dossier, de fonder l'annulation du plan local d'urbanisme de la commune de Trévoux approuvé le 13 février 2019.

Sur l'application de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme :

6. Aux termes de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme : « *Si le juge administratif, saisi de conclusions dirigées contre (...) un plan local d'urbanisme (...) estime, après avoir constaté que les autres moyens ne sont pas fondés, qu'une illégalité entachant l'élaboration ou la révision de cet acte est susceptible d'être régularisée, il peut, après avoir invité les parties à présenter leurs observations, surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe pour cette régularisation et pendant lequel le document d'urbanisme reste applicable, sous les réserves suivantes : 1° En cas d'illégalité autre qu'un vice de forme ou de procédure, pour les (...) plans locaux d'urbanisme, le sursis à statuer ne peut être prononcé que si l'illégalité est susceptible d'être régularisée par une procédure de modification (...)* ».

7. Le vice affectant la légalité du plan local d'urbanisme, du fait de l'erreur manifeste d'appréciation affectant la délimitation de l'« espace végétalisé à protéger » entourant la mare située sur la parcelle AK 478, est susceptible de faire l'objet d'une régularisation, dont la mise en œuvre relève, en son principe comme dans ses modalités procédurales, de la procédure de modification et de la compétence, à ce titre, de la commune de Trévoux. Ainsi, les parties ayant été informées de cette possibilité et mises en mesure de présenter leurs observations, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 600-9 précitées, de surseoir à statuer et d'impartir à la commune de Trévoux un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent jugement, aux fins de procéder à la régularisation de la délibération contestée compte tenu du vice dont elle est entachée.

D E C I D E :

Article 1^{er} : Il est sursis à statuer sur les conclusions à fin d'annulation de la requête de M. Palix, jusqu'à l'expiration du délai de quatre mois à compter de la notification du présent jugement impartit à la commune de Trévoux pour notifier au tribunal une délibération régularisant le vice entachant l'illégalité de la délibération du 13 février 2019.

Article 2 : Tous droits et moyens des parties sur lesquels il n'est pas expressément statué par le présent jugement sont réservés jusqu'en fin d'instance.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Palix et à la commune de Trévoux.

Délibéré après l'audience du 22 septembre 2020, à laquelle siégeaient :

M. Drouet, président,
Mme Samson-Dye, premier conseiller,
Mme de Lacoste Lareymondie, premier conseiller.

Lu en audience publique le 6 octobre 2020.

Le rapporteur,

Le président,

E. de Lacoste Lareymondie

H. Drouet

Le greffier,

A. Piton

La République mande et ordonne au préfet de l'Ain en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier,